

# La protection sociale non contributive examinée sous l'angle de l'enfance et de l'équité en Libye<sup>1</sup>

*Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)*

**Bordée par la mer Méditerranée au Nord et voisine de la Tunisie**, de l'Algérie, du Niger, du Tchad, du Soudan et de l'Égypte, la Libye comptait en 2016 une population de plus de 6 millions d'habitants, dont 33 et 10 pour cent étaient alors respectivement âgés de moins de 18 et de 5 ans. Dans la région, la Libye était l'une des économies les plus développées du Conseil de coopération du Golfe, avec un revenu intérieur brut de 12 440 dollars *per capita* en 2010. Principale source de revenus du pays, la production pétrolière a considérablement baissé sous l'effet du conflit prolongé ; le PIB a ainsi été divisé par deux par rapport aux niveaux antérieurs à 2011, tandis que le revenu national brut a chuté à 4 730 dollars *per capita* en 2011. Entre 2010 et 2015, l'indice de développement humain de la Libye est quant à lui passé de 0,756 à 0,716, classant le pays 102e sur 188. Le manque de statistiques officielles récentes empêche de déterminer avec exactitude le taux de pauvreté du pays ; en se servant du seuil de pauvreté de 2003, la Banque mondiale l'a néanmoins estimé à 14,4 pour cent en 2015.

Le niveau élevé de violence et d'instabilité politique généré par le conflit actuel entre groupes rivaux compromet gravement l'offre de services publics fondamentaux et la protection des droits de l'homme. À l'heure actuelle, 1,3 million de personnes dont 430 000 enfants affectés par le conflit présentent un besoin d'aide humanitaire. La Libye a par ailleurs tenu lieu de pays de transit et de destination des migrants et des réfugiés. Exposés aux arrestations arbitraires, à l'exploitation par des réseaux criminels et à un manque de protection sociale et juridique, ces derniers se trouvent souvent en situation d'extrême vulnérabilité. On estime que la Libye abrite entre 700 000 et 1 million de migrants ; en juillet 2017, on y a dénombré 217 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, dont 56 pour cent d'enfants. Environ 315 000 enfants, dont des réfugiés et des migrants, ont par ailleurs besoin d'un soutien éducatif.

Les services de santé et d'éducation y sont en principe fournis gratuitement. Le ministère de l'Éducation met en œuvre plusieurs programmes de santé fondés sur la scolarisation comprenant un appui psychologique. La Libye a réalisé de considérables progrès en matière d'indicateurs de santé : entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des moins de 5 ans est passé de 42 à 13 décès pour 1 000 naissances vivantes ; sur la même période, le taux de mortalité maternelle est passé de 39 à 9 décès pour 100 000 naissances vivantes. Le niveau de malnutrition reste toutefois inquiétant, puisque 21 pour cent environ des enfants présentent un retard de croissance.

Peu d'informations sont disponibles sur la situation et la couverture des régimes de protection sociale contributive et non contributive du pays. Avant le conflit, la Libye était une économie plutôt réglementée par l'État et dotée d'une vaste infrastructure sociale ; elle opérait alors une transition vers une économie de marché. En 2010, les dépenses de protection sociale étaient estimées à 4,4 pour cent du PIB. Par rapport à d'autres pays de la région, la Libye dispose d'un système de sécurité sociale formelle très complet dont les taux de couverture vont jusqu'à 87 pour cent. Les prestations y sont contributives pour les personnes âgées, handicapées, malades, au chômage, blessées ou enceintes.

Des subventions aux denrées alimentaires, aux combustibles et à l'énergie ont été adoptées dans les années 1970 puis réformées entre 2005 et 2010. La révolution les a pratiquement fait disparaître et un manque de fonds a contraint en 2015 à supprimer de facto les subventions alimentaires, provoquant des pénuries d'aliments et une forte hausse des prix alimentaires. Les dépenses en subventions aux combustibles et à l'énergie se maintiennent malgré tout à un niveau élevé, estimé à 12,5 pour cent du PIB en 2016.



Le Fonds de sécurité sociale libyen du ministère des Affaires sociales apporte un appui financier et social aux familles jugées « fragiles ». La loi n°20 de 1998 relative au Fonds de sécurité sociale stipule que les familles nombreuses dans le besoin (entre autres catégories) ont droit à une assistance, à un logement et à l'éducation. Peu d'informations sont toutefois disponibles sur ce programme.

La loi n°27 de 2013 stipule quant à elle que le ministère des Affaires sociales accorde une allocation familiale mensuelle de 100 dinars libyens à tous les enfants de moins de 18 ans et aux femmes célibataires ne percevant aucun traitement ni salaire, faisant de la Libye le seul pays de la région à s'être doté d'une allocation universelle pour l'enfance. Cette loi établit également le versement d'une allocation mensuelle de 150 dinars libyens aux femmes libyennes mariées ne percevant aucun traitement ni salaire.

Les programmes d'aide humanitaire jouent actuellement un rôle vital en fournissant les biens et services essentiels à la population. Si la plupart de ces services prennent la forme de prestations temporaires destinées à atténuer les répercussions de la crise actuelle, quelques initiatives prévoient une transition vers les autorités nationales une fois que les conditions seront réunies. Le Programme alimentaire mondial (PAM) distribue par exemple des paniers alimentaires aux individus vivant en situation d'insécurité alimentaire identifiés par l'Évaluation multisectorielle des besoins en Libye (*Libya Multi-Sectoral Needs Assessment*) de 2015 et envisage de transformer cette initiative en un programme de bons et de prestations monétaires à incorporer au filet de sécurité sociale du pays, dès que son fonctionnement sera rétabli. Les risques sécuritaires, la quantité limitée de données sur la disponibilité des produits alimentaires et la fluctuation des prix sur les marchés locaux ne l'ont toutefois pas permis jusque-là.

Le manque de données récentes entrave l'évaluation du système de protection sociale de Libye et sa capacité à atteindre les enfants. La situation sécuritaire actuelle et l'instabilité politique ont perturbé de nombreux systèmes de services publics et exacerbé l'importance des programmes humanitaires. Ces programmes, comme la distribution de paniers alimentaires par le PAM, devront à moyen terme être intégrés au système national de protection sociale. Compte tenu des graves conséquences du conflit sur le bien-être des enfants, il serait en outre souhaitable de se concentrer à l'avenir sur l'introduction d'un plus grand nombre de programmes de protection sociale axés sur l'enfance.

**Note :**

1. Le présent *One Pager* découle d'une étude complète menée en partenariat entre l'IPC-IG et Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Toutes les références des données sont intégralement fournies dans le rapport complet correspondant :

Machado, A. C., C. Bilo, R. G. Osorio, et F.V. Soares. 2018. *Overview of Non-contributory Social Protection Programmes in the Middle East and North Africa (MENA) Region through a Child and Equity Lens*. Brasília et Amman : Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive et Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord : <<https://goo.gl/QfmKwK>>.